

Appel à communication – Journée d'étude :

Lieu et date : 26 septembre 2019 à Paris (*le lieu sera précisé ultérieurement*)

Comité d'organisation : Agnès Aubry (IEPHI/CRAPUL) ; Simone Di Cecco (Paris Diderot/Urmis) ; Leila Drif (EHESS/IRIS)

« Bénévoles exilé.e.s: la mise au travail des migrant.e.s dans et par le champ associatif et humanitaire »

En France, Italie, Suisse, comme en Angleterre, en Turquie ou au Liban, le bénévolat des migrant.e.s est un phénomène de plus en plus présent et, pourtant, sous-analysé. L'émergence et le développement de cette forme de travail non rémunéré semblent être liées à des exclusions plus ou moins formelles du marché du travail (Mezzadra, Neilson, 2013), en raison du statut juridique des migrant.e.s (demandeurs.se.s d'asile, "sans papiers", ou personnes en voie de régularisation). Le bénévolat des personnes migrantes répond également à des injonctions multiples, qui incitent à faire preuve de valeur civique, et à fournir le gage d'une "bonne intégration" à la société d'accueil (Chauvin, Garcés-Mascareñas, 2014). Souvent subsumé sous les traits de programmes d'*empowerment*, ce phénomène souffre ainsi d'une triple invisibilité : due au statut de réfugié.e/demandeur.se d'asile/sans papiers d'une part, à l'étiquette « bénévole » de ce travail d'autre part, mais aussi au champ dans lequel il s'exerce : celui des associations, ONG et institutions de l'asile (Drif, 2018).

Cette journée d'étude vise donc à explorer le rôle que jouent les champs associatif et humanitaire dans la mise au travail des personnes migrantes, à travers le bénévolat. En effet, associations et ONG constituent des lieux à la fois habilitants et contraignants (Palomares et Rabaud, 2006), pour les migrant.e.s : si ces derniers.ères peuvent apparaître comme un vivier de main d'œuvre gratuite pour des associations et ONG en manque de moyens, l'activité bénévole relève également de différentes tactiques mises en place par les personnes migrantes. En effet, il peut s'apparenter à des stratégies de professionnalisation à travers la construction de relations de travail ou l'acquisition de formations, mais peut aussi renvoyer à une volonté de reconnaissance publique (Tcholakova, 2013), et faire figure de levier vers une forme d'accès à une citoyenneté a minima (Muehlebach, 2012 ; Phillimore, Humphris, and Khan, 2018).

Cette journée d'étude a pour ambition d'examiner les différentes facettes et enjeux du travail bénévole des migrant.e.s, à la lumière des contextes migratoires, politiques et socioprofessionnels qui le produisent. Trois axes seront privilégiés :

Axe 1. Les politiques du bénévolat migrant

Cet axe s'intéressera à la production du travail bénévole par les politiques publiques en général, et les politiques migratoires en particulier, qui visent à l' "activation" (Barbier, 2002) des populations migrantes. En quoi celles-ci concourent-elles à produire des formes de travail bénévole ou gratuit réservées aux migrant.e.s ? Certains migrant.e.s bénévoles se voient, par exemple, conféré.e.s des pratiques d'intermédiation entre les institutions du dispositif d'asile et leur public migrant. A partir de l'examen de statuts intermédiaires tels que les interprètes-demandeurs.ses d'asile ou les ancien.ne.s demandeurs.ses d'asile devenu.e.s intervenant.e.s sociaux.ales, il s'agira de questionner l'usage de ces travailleurs.ses au sein de ce dispositif. Quels rôles jouent-ils/elles dans la mise en œuvre des politiques de l'asile ? Faut-il y voir un effet collatéral des temporalités des politiques migratoires (Clayton, Vickers, 2018) ? Un mode de personnalisation (Alexander, 2002) des procédures bureaucratiques de l'asile ?

Dans le même temps, le bénévolat des personnes migrantes peut renvoyer à d'autres types de tâches qui ne se rapportent pas directement au fonctionnement des politiques d'asile, mais qui s'inscrivent dans le processus plus large de privatisation des services publics, tels que les programmes de bénévolat d'aide à la personne (Scrinzi, 2018) ou l'entretien des espaces publics. Dès lors, on pourra se demander comment ce travail est mobilisé ou réapproprié par les autorités politiques locales (Aubry, 2018) ? Tout en étant le résultat d'une politique de sous-emploi (Simonet, 2010), en quoi le bénévolat migrant contribue, dans ce cadre, à la mise en œuvre de différentes politiques publiques ?

Axe 2. Le bénévolat migrant au regard de la division du travail associatif et humanitaire

Dans sa mise en œuvre, le travail bénévole des migrant.e.s est coproduit à l'intersection d'une pluralité d'identités (semi-)professionnelles, qu'il s'agisse des professionnel.le.s de l'asile ou des bénévoles/professionnel.le.s des différentes associations. Au sein du travail d'interprétation entre migrant.e.s et personnel des institutions d'asile s'opère, par exemple, de fortes distinctions de statuts entre les interprètes assermentés, les interprètes-pairs au statut non reconnu mais en voie de professionnalisation, et les « petits professionnels » (Lecler, Morival, Bouagga, 2018) (personnels de surveillance, de nettoyage, agents auxiliaires) souvent eux-mêmes issus de l'immigration, et sollicités au titre de leurs compétences « ethnicisées » (Divay, 2004) pour des tâches de traduction informelle. De la même manière, parmi les personnes bénévoles, la stratification des statuts et la division du travail recourent des assignations diverses, structurantes d'une hiérarchisation des modes de reconnaissance de l'activité bénévole (Krinsky et Simonet, 2017).

Cet axe privilégiera les approches interactionnelles et situationnelles pour analyser la façon dont se déploie le travail bénévole des migrant.e.s, et la place qu'y tient celui-ci au sein des « économies volontaires » (Prince et Brown, 2016). Il visera donc à interroger les mécanismes concrets de division et de hiérarchisation du travail associatif ou humanitaire, et la façon dont ils participent à la (re)production de rapports sociaux de race, de sexe, de classe et de nationalité.

Axe 3. Tactiques, pratiques et carrières professionnelles des migrant.e.s bénévoles

Cet axe porte sur l'usage du bénévolat par les migrant.e.s, tout au long de leur parcours migratoire et parcours d'asile. Face aux discours politiques et médiatiques du « bon migrant », reproduit par les intervenant.e.s sociaux.ales ou par les acteurs.trices du monde associatif, qui présentent le bénévolat comme un devoir d'intégration et/ou comme une pratique facilitant le processus de régularisation, comment les migrant.e.s se positionnent-ils/elles? Nous proposons de prendre des distances avec une analyse percevant l'adhésion au bénévolat de ces migrant.e.s comme une acceptation passive de leur place dominée, sans pour autant reconduire cette adhésion à un « libre choix » qui invisibiliserait la présence d'injonctions multiples et les rapports de pouvoir.

La participation au bénévolat est souvent construite par les demandeurs.ses d'asile comme une étape stratégique dans leur parcours migratoire, que ce soit en amont d'une réinstallation par le HCR (Drif, 2018), ou au moment du dépôt de leur demande d'asile dans un pays d'accueil. Il convient donc de réinscrire l'adhésion des migrant.e.s au bénévolat dans la temporalité particulière de leur parcours migratoire (Di Cecco, 2019 ; Cwerner, 2001). Dans cette perspective, en quoi l'usage du bénévolat par les migrant.e.s correspond-il à une forme de subjectivation politique (Vickers, 2014), à des tactiques (de Certeau, 1990), mais aussi à une modalité d'incorporation de la rationalité néolibérale (Georgeou, 2012), poussant ces bénévoles à participer à leur propre « activation » ou mise au travail ?

En outre, l'on pourra se demander quelles sont les ressources mobilisées dans la construction de ces « carrières bénévoles » (Kaplan, 1988) ? Si ce travail est gratuit, comment les bénévoles migrant.e.s qui l'exercent se financent-ils/elles ? Le bénévolat reflète-t-il des stratégies de distinction mises en œuvre par les bénévoles migrant.e.s pour se différencier de ceux et celles qui n'ont pas les ressources nécessaires - matérielles ou symboliques - pour travailler bénévolement ? En quoi cette pratique peut-elle (re)produire des rapports de pouvoir entre migrant.e.s ?

Nous invitons les chercheurs.ses intéressé.e.s par cet appel à envoyer leurs propositions de communication **d'une page maximum, avant le 10 juin 2019** aux adresses suivantes : agnes.aubry@unil.ch, esse.dicecco@gmail.com, leiladrif@gmail.com

Les propositions préciseront la problématique de recherche, le terrain d'enquête et sa méthodologie, ainsi que les principaux résultats.

Références

- Alexander C., 2002, *Personal States: making connections between people and bureaucracy in Turkey*, Oxford University Press.
- Aubry A., 2018, « Immigrant men and voluntary work in a Swiss city », *Metropolitics* [online].
- Barbier J.-C., 2002, « Peut-on parler d' « activation » de la protection sociale en Europe ? », *Revue française de sociologie*, 43(2), pp.307-332.
- Chauvin S., Garcés-Mascareñas B., 2014, « Becoming Less Illegal: Deservingness Frames and Undocumented Migrant Incorporation », *Sociology Compass*, 8(4), pp. 422-432.

- Clayton J., Vickers T., 2018, "Temporal tensions: European Union citizen migrants, asylum seekers and refugees navigating dominant temporalities of work in England", *Time & Society*, 0 (0), pp.1-25.
- Cwerner, S.B., 2001, "The Times of Migration", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 27, No. 1, pp. 7-36.
- De Certeau M., 1990, *L'invention du quotidien, t. I, Arts de faire*, Paris, Gallimard.
- Di Cecco S., 2019, *sous presse*, "Ringraziare per l'ospitalità? Confini dell'accoglienza e nuove frontiere del lavoro migrante nei progetti di volontariato per richiedenti asilo", in Fabini G., Firouzi Tabar O., Vianello F., *Lungo i confini dell'accoglienza. Migranti e territori tra esercizi di libertà e dispositivi di controllo*, Manifestolibri.
- Divay S., « Quand les compétences ethnicisées facilitent l'insertion professionnelle », *Hommes & Migrations*, 1249, 2004, p. 87-96.
- Drif L. 2018, « Être réfugié et « volontaire » : les travailleurs invisibles des dispositifs d'aide internationale », *Critique internationale*, 4 (81), pp. 21-42.
- Georgeou N., 2012, *Neoliberalism, Development and Aid Volunteering*, Londres, Routledge.
- Kaplan Daniels A., 1988, *Invisible Careers. Women Civic Leaders from the Volunteer World*, Chicago, University of Chicago Press.
- Krinsky J., Simonet M., 2017, *Who Cleans the Park? Public Work and Urban Governance in New York City*, Chicago and London, The University of Chicago Press.
- Lecler R., Morival Y., Bouagga Y., 2018, « Pour une ethnographie des professionnels de l'international », *Critique internationale*, 81(4), pp.9-20.
- Mezzadra S., Neilson B., 2013, *Border as Method, or, the Multiplication of Labor*, London, Duke University Press.
- Muehlebach A., 2012, *The Moral Neoliberal: Welfare and Citizenship in Italy*, Chicago, University of Chicago Press.
- Palomares É., Rabaud A., 2006, « Minoritaires et citoyens ? Faites vos preuves ! », *L'Homme & la Société*, 160-161(2-3), 135-160.
- Phillimore J., Humphris R., Khan K., 2018, "Reciprocity for new migrant integration: resource conservation, investment and exchange", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44(2), pp.215-232.
- Prince R., Brown, H., 2016, *Volunteer Economies: The Politics and Ethics of Voluntary Labour in Africa*, Boydell and Brewer.
- Simonet M., 2010, *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La Dispute, coll. « Travail et salariat ».
- Scrinzi, F., 2018, "Beyond "Women's Work": Gender, Ethnicity, and the Management of Paid Care Work in Nonprofit Domiciliary Services in Italy", *Journal of Immigrant and Refugee Studies*, [en ligne].
- Tcholakova, A., 2013, « Ouvrier malgré soi : Réfugié-e-s "reconnus" en France et en Bulgarie (début XXIe siècle) », *CLIO Femmes, Genre, Histoire*, n°38, pp. 163-179.
- Vickers T., 2014, « Opportunities and Limitations for Collective Resistance Arising from Volunteering by Asylum Seekers and Refugees in Northern England », *Critical Sociology*, 42(3), pp. 437-454.